

b) *Les procès*

De 1949 à 1954 toutes les « démocraties populaires » ont leurs procès, que ce soit la Roumanie, l'Albanie, la Bulgarie, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie. Il serait donc vain d'y chercher une explication « nationale ». D'ailleurs, après janvier — et avant le 21 août — le rôle essentiel joué par les conseillers soviétiques avait été largement divulgué en Tchécoslovaquie. Le fond de ces procès est le même que celui des procès de Moscou (1936-1938) : il s'agissait pour Staline de liquider tous les cadres politiques qui éventuellement auraient pu prendre la tête d'une opposition au Kremlin. Mais il s'agissait avant tout de mesures préventives. La rupture avec Tito avait fait comprendre à la bureaucratie du Kremlin que même s'ils se présentent comme de farouches staliniens (c'était le cas de Tito et de presque tous les accusés), tous les dirigeants communistes ayant un certain passé (participation à des luttes nationales et à la guerre d'Espagne) représentaient un danger potentiel. Le Kremlin vivait dans la terreur de voir à la tête des « démocraties populaires » des individus capables de répondre un jour avec insolence à la question : « Qui t'ai fait roi ? » Il lui fallait des marionnettes totalement privées d'autonomie. Voilà pourquoi si dans l'acte d'accusation on retrouvait aussi la litanie des procès de Moscou : « espions, saboteurs, trotskystes-boukhariniens » (importation directe de Russie), le thème central de l'accusation fut surtout le « titisme » et les « déviations nationales bourgeoises ». N'ayant pu abattre Tito (leader incontesté de la révolution yougoslave)², Staline voulait à tout prix circonscrire le « titisme » dans un seul pays. La bureaucratie stalinienne avait empiriquement compris une des thèses fondamentales du trotskysme : le fait que son pouvoir était menacé par l'extension d'Etats ouvriers non strictement dominés par elle. C'était apparemment une lutte contre les déviations nationales, c'était en vérité l'expression du nationalisme bureaucratique russe. En Tchécoslovaquie, l'aspect antisémite du procès Slansky n'a alors rien de surprenant (Sur les quatorze accusés avec Slansky, onze étaient juifs).

Les procès publics ne furent que le symbole de l'état de répression policière sans précédent : des dizaines de milliers de citoyens furent condamnés, emprisonnés et des centaines de milliers furent privés de leur emploi. Il faut comprendre que toute la société tchécoslovaque a été, et est encore, traumatisée par ce que que les bureaucrates nomment pudiquement : « les entorses à la légalité socialiste ».

c) *Le problème des nationalités*

La division nationale essentielle de la Tchécoslovaquie est entre Tchèques (Bohème-Moravie) et Slovaques. Il existe aussi une forte « minorité » hongroise (500.000) et d'autres, polonaise,

2. Il était manifestement impossible de trouver en Yougoslavie un quelconque Gottwald capable de faire condamner Tito. Après la rupture avec Staline, c'était alors une question de vie ou de mort pour la direction yougoslave de tisser avec les masses des rapports lui permettant de résister à la pression et même à l'intervention soviétique. L'autogestion, même à la yougoslave, a permis cela.